

Prévisions économiques, Canada : le PIB devrait rebondir aux T2 et T3 de 2026

Le **PIB** a reculé de 0,1 % au premier trimestre de 2026, en taux annualisé. Malgré ce repli en début d'année, les prévisions économiques fondées sur les dernières données du Baromètre mensuel des affaires® (juin) laissent entrevoir une reprise au deuxième et au troisième trimestre de 2026, avec des hausses respectives de 2,7 % et de 1,6 %. Cette vigueur s'expliquerait notamment par une forte production pétrolière et gazière, ainsi que par une activité soutenue dans le secteur de la construction.

La croissance des **ventes au détail** a fortement augmenté au premier trimestre de 2026, atteignant 8,9 %. Les prévisions indiquent que cette croissance devrait se poursuivre, bien qu'à un rythme moins soutenu, avec des hausses prévues de 6,5 % au deuxième trimestre et de 3,6 % au troisième trimestre.

Le **taux d'inflation basé sur l'IPC** a atteint 2,1 % au premier trimestre de 2026 (glissement annuel) et devrait connaître une accélération marquée aux deuxième et troisième trimestres, pour s'établir à 3,1% et à 3,4 %. Hors l'alimentation et l'énergie, l'inflation a décéléré à 2,0 % en début d'année. Elle devrait ralentir un peu plus au deuxième trimestre (1,7%), avant de retourner à 2,0 % au troisième trimestre. Cette remontée de l'inflation s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques en Iran, qui maintiennent une pression à moyen terme sur les prix.

L'**investissement privé** a continué de reculer au premier trimestre de 2026, affichant une baisse de 3,0 %. Les prévisions tablent sur un repli nettement plus marqué aux deuxième et troisième trimestres, avec des diminutions de 6,3 % et 4,7 %. Cette faiblesse s'inscrit notamment dans un contexte d'incertitude accrue sur les marchés mondiaux, en lien avec les discussions entourant le renouvellement de l'ACEUM.

L'**emploi salarié** est demeuré stable au premier trimestre de 2026. Les prévisions laissent entrevoir une légère progression aux deuxième et troisième trimestres, avec des hausses respectives de 0,4 % et de 0,3 %, ce qui suggère une évolution modérée du marché du travail, dans la continuité des derniers trimestres.

 ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTICS	Historique				Estimé	Prévision	Cumul annuel*	
	2025 T2	2025 T3	2025 T4	2026 T1	2026 T2	2026 T3	2025	2026 ^p
PIB selon les dépenses								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 496	2 508	2 502	2 501	2 517	2 527	2 502	2 515
Croissance annualisée T/T	-1,0 %	1,9 %	-1,0 %	-0,1 %	2,7 %	1,6 %		
Croissance en glissement annuel	2,0 %	1,7 %	0,7 %	-0,1 %	0,8 %	0,8 %	2,2 %	0,5 %
PIB par industrie, secteur des entreprises								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 884	1 900	1 899	1 901	1 913	1 919	1 891	1 911
Croissance annualisée T/T	-0,9 %	3,5 %	-0,2 %	0,3 %	2,6 %	1,2 %		
Croissance en glissement annuel	1,5 %	1,9 %	1,2 %	0,7 %	1,5 %	1,0 %	1,9 %	1,1 %
Ventes au détail								
Niveau, M\$	70 202	70 325	70 602	72 118	73 269	73 914	70 203	73 100
Croissance annualisée T/T	0,7 %	0,7 %	1,6 %	8,9 %	6,5 %	3,6 %		
Croissance en glissement annuel	5,0 %	3,6 %	1,3 %	2,9 %	4,4 %	5,1 %	4,4 %	4,1 %
IPC, total								
Niveau, indice (2002 = 100)	164	164	166	167	169	170	164	168
Croissance annualisée T/T	0,8 %	2,3 %	3,0 %	2,5 %	4,6 %	3,6 %		
Croissance en glissement annuel	1,8 %	2,0 %	2,2 %	2,1 %	3,1 %	3,4 %	2,0 %	2,9 %
IPC, excluant les aliments et l'énergie								
Niveau, indice (2002 = 100)	155	155	156	157	157	158	155	157
Croissance annualisée T/T	2,8 %	1,8 %	2,3 %	1,3 %	1,3 %	3,2 %		
Croissance en glissement annuel	2,6 %	2,5 %	2,5 %	2,0 %	1,7 %	2,0 %	2,5 %	1,9 %
Investissement privé								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	427	426	424	421	414	409	427	414
Croissance annualisée T/T	-0,5 %	-1,3 %	-1,7 %	-3,0 %	-6,3 %	-4,7 %		
Croissance en glissement annuel	0,5 %	1,0 %	-2,0 %	-1,6 %	-3,1 %	-3,9 %	1,1 %	-2,9 %
Emploi salarié								
Niveau, k personnes	18 266	18 295	18 304	18 319	18 335	18 348	18 280	18 334
Croissance annualisée T/T	-0,3 %	0,6 %	0,2 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %		
Croissance en glissement annuel	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %

*Le cumul annuel correspond à la moyenne de tous les trimestres écoulés depuis le début de chaque année.
p Préliminaire selon l'estimation et la prévision.
Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affairesMD de la FCEI.
Notes : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées. Toutes les séries sont désaisonnalisées.

Dans ce numéro

- Page 2 –
Le point
Les coûts du matériel et des technologies grimpent en flèche
- Page 3 –
Le point
Face à l'incertitude commerciale, les PME ajustent leur stratégie
- Page 4 –
Entrées et sorties d'entreprises
- Page 5 –
Postes vacants dans le secteur privé, T2 2026
- Page 6 –
À propos de la FCEI et de sa méthodologie

Le point : les coûts du matériel et des technologies grimpent en flèche

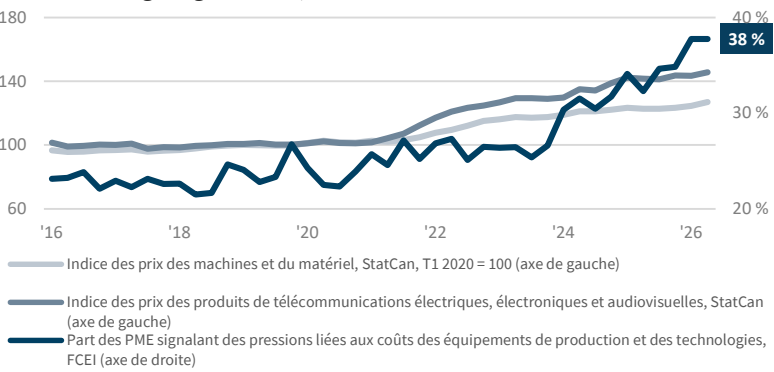
■ Hausse de la proportion de PME touchées par les coûts des équipements et des technologies

Depuis la pandémie, le remplacement, la modernisation et l’expansion des actifs productifs sont devenus plus coûteux. Les données de Statistique Canada montrent une hausse soutenue des prix des machines et du matériel, ainsi que des produits électriques, électroniques et de télécommunications (figure 1). Les données de la FCEI reflètent également ces pressions : au T2 2026, 38 % des PME ont déclaré éprouver des difficultés liées aux coûts du matériel et des technologies, une part qui suit une tendance à la hausse.

Les pressions sur les coûts sont particulièrement marquées dans les secteurs à forte intensité de capital et parmi les entreprises de plus grande taille (tableau 1). Au T2 2026, 60 % des PME des secteurs du transport et des services publics ont indiqué que ces coûts représentaient un défi, et cette proportion augmente également avec la taille de l’entreprise. Plus généralement, les pressions sur les coûts déclarées demeurent supérieures aux moyennes historiques dans la plupart des secteurs et catégories de taille d’entreprise, ce qui indique que la hausse des coûts des équipements, des technologies et du financement touche un nombre croissant de PME.

Malgré cette hausse des coûts, les intentions d’investissement demeurent robustes puisque de nombreuses entreprises prévoient réaliser des investissements en machines et matériel au cours des 12 prochains mois.³ Cela laisse entendre que les entreprises considèrent toujours les dépenses en capital comme essentielles à la productivité, à l’efficacité opérationnelle et à la compétitivité à long terme.

Figure 1 – Depuis 2020, les coûts des équipements de production et des technologies grimpent, tout comme la part de PME touchées^{1,2}

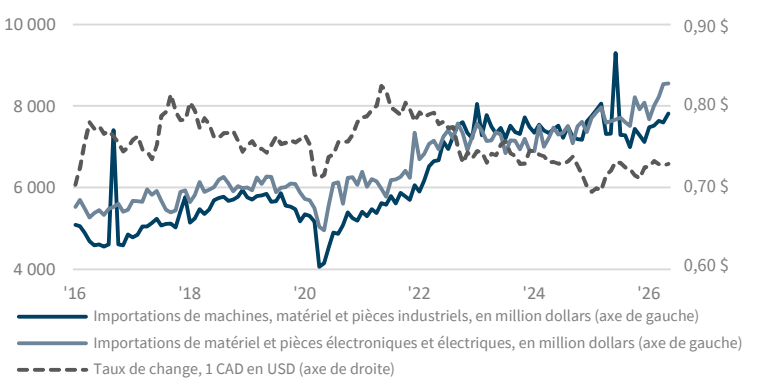


■ Un contexte plus coûteux pour les investissements en capital

Entre 2020 and 2023, les pressions inflationnistes, les taux d’intérêt élevés (par l’intermédiaire des coûts de financement), les perturbations des chaînes d’approvisionnement mondiales, les pénuries d’intrants clés comme les semi-conducteurs et les goulots d’étranglement dans le transport ont fait augmenter le coût d’acquisition des équipements et des technologies. Même si ces pressions se sont atténuées depuis, les prix demeurent bien supérieurs à leurs niveaux pré-pandémiques. Plus récemment, entre 2024 et 2026, les mesures tarifaires, l’incertitude économique accrue, les tensions géopolitiques et les fluctuations des taux de change ont continué d’exercer une pression à la hausse sur les coûts.⁴

Par exemple, le dollar canadien s’est affaibli alors que le Canada augmentait ses importations de technologies (figure 2). Selon les niveaux d’importation observés en mai 2026, une baisse d’un cent du dollar canadien entraînerait une hausse annualisée des coûts d’importation des machines, du matériel et des pièces industriels, ainsi que du matériel et des pièces électroniques et électriques, estimée à 2,7 milliards de dollars, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela souligne la nécessité d’un allègement accru du coût des affaires et de mesures visant à aider les PME à gérer la volatilité des taux de change.

Figure 2 – Les coûts des équipements de production et des technologies augmentent avec l'affaiblissement du dollar canadien^{5,6}



Note : Les données sur les importations sont présentées selon la balance des paiements et sont désaisonnalisées.

■ Tableau 1 – Les coûts du matériel et des technologies

Part des PME signalant des pressions liées aux coûts des équipements de production et des technologies (%)		
	T2 2026	Moyenne 2009-2026
Canada	38	24
Manitoba	52	28
Terre-Neuve-et-Labrador	46	21
Alberta	42	26
Nouveau-Brunswick	41	25
Ontario	38	22
Nouvelle-Écosse	38	21
Québec	34	25
Colombie-Britannique	33	21
Saskatchewan	26	28
Île-du-Prince-Édouard*	25	26
Transports et serv. publics	60	33
Arts, loisirs et info.	48	24
Gestion d'entreprises	46	23
Hébergement et restauration	46	23
Extr. min., expl. en carrière, etc.*	43	28
Agriculture	42	38
Ass., immo., et fin.	41	23
Autres serv.	41	28
Services prof.	39	23
Construction	39	22
Fabrication	35	25
Santé et éducation	33	27
Commerce de gros	31	18
Commerce de détail	30	19
1 à 4 employés	34	22
5 à 19 employés	37	24
20 à 49 employés	44	26
50 à 99 employés	56	27
100+ employés	56	27

*Moins de 20 réponses.

■ Sources

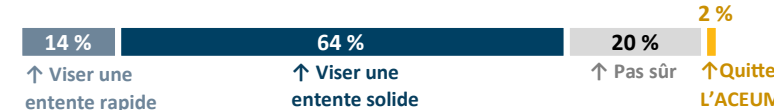
- 1) Statistique Canada. [Tableau 18-10-0265-01](#).
- 2) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, [Baromètre des affaires](#)^{MD} mensuelles.
- 3) Banque du Canada, [Enquête sur les perspectives des entreprises – Deuxième trimestre de 2026](#).
- 4) BDC, [Lettre économique mensuelle](#), avril 2026.
- 5) Board of Governors of the Federal Reserve System (US), Canadian Dollars to U.S. Dollar Spot Exchange Rate [EXCAUS], retrieved from FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis; <https://fred.stlouisfed.org/series/EXCAUS>, July 9, 2026. En anglais seulement.
- 6) Statistique Canada. [Tableau 12-10-0163-01](#)

■ Les PME privilégient un accord ACEUM solide plutôt qu’un accord rapide

Dix-huit mois d’incertitude tarifaire et commerciale ont miné la confiance des entreprises canadiennes : seulement 41 % d’entre elles considèrent désormais les États-Unis comme un partenaire commercial fiable.¹ Dans ce contexte, l’administration américaine a choisi de ne pas renouveler l’Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) à l’échéance du 1^{er} juillet 2026. L’accord demeure en vigueur, mais fera l’objet de révisions annuelles jusqu’en 2036, laissant aux parties le temps de parvenir à un consensus. Environ 35 % des PME canadiennes jugent qu’il est trop tôt pour évaluer l’incidence sur leurs plans d’affaires, signe de l’incertitude entourant le processus.²

Face à cette incertitude persistante, les PME canadiennes privilégient clairement un accord plus solide plutôt que plus rapide. La majorité des propriétaires d’entreprise (64 %) estiment que le gouvernement devrait prendre le temps nécessaire pour conclure le meilleur accord ACEUM possible (figure 3), en privilégiant la stabilité et la prévisibilité commerciales à long terme plutôt qu’une entente rapide et possiblement moins avantageuse.

Figure 3 – Les PME estiment que le Canada devrait privilégier un accord ACEUM plus solide plutôt qu’un résultat plus rapide³



■ Sources

1) FCEI, sondage Votre Voix – février 2026, 5 au 25 février 2026, [résultats finaux](#).
2) FCEI, sondage Vos perspectives d’affaires, juillet 2026, n=370. [Baromètre des affairesMD mensuel](#).
3) FCEI, sondage Votre Voix – juin 2026, 4 au 29 juin 2026, [résultats finaux](#). Question : *Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre point de vue sur la révision de l’ACEUM? (Sélectionner une réponse)*
4) Statistique Canada. [Tableau 12-10-0175-01 : Commerce international de marchandises par province](#).
5) FCEI, sondage Votre Voix – avril 2026, 9 au 27 avril 2026, [résultats finaux](#). Question : *Quels obstacles ou barrières votre entreprise a-t-elle rencontrés en se tournant vers de nouveaux marchés à l’extérieur du Canada? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)*
6) FCEI, [L’état du commerce intérieur : bulletin de coopération interprovinciale du Canada \(2025\)](#).

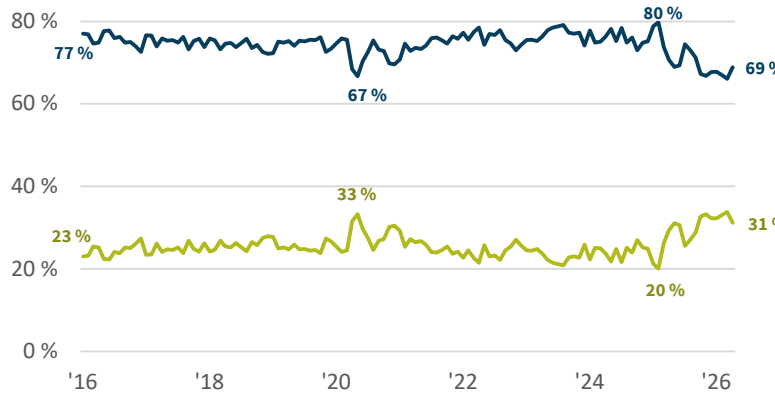
■ Le Canada élargit ses horizons au-delà du marché américain

Ce besoin de certitude se reflète aussi dans l’évolution du commerce canadien. Même si les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada, les données récentes indiquent un élargissement des marchés d’exportation (figure 4). De 2016 à 2024, environ 75 % des exportations canadiennes allaient aux États-Unis, contre 25 % au reste du monde. Depuis l’instauration des tarifs en 2025, cette répartition est passée à environ 69 % et 31 % respectivement.

Ce changement ne s’explique pas par un effondrement des exportations vers les États-Unis. En avril 2026, celles-ci atteignaient environ 46 milliards de dollars, un niveau supérieur à la moyenne mensuelle de 2022 à 2024. Le véritable changement tient plutôt à la vigueur des autres marchés : les exportations vers le reste du monde sont passées d’environ 14 milliards de dollars par mois, de 2022 à 2024, à 21 milliards en avril 2026.

La diversification commerciale du Canada repose donc sur une croissance plus forte des marchés non américains, plutôt que sur un retrait du marché américain.

Figure 4 – La diversification commerciale du Canada prend de l’ampleur⁴



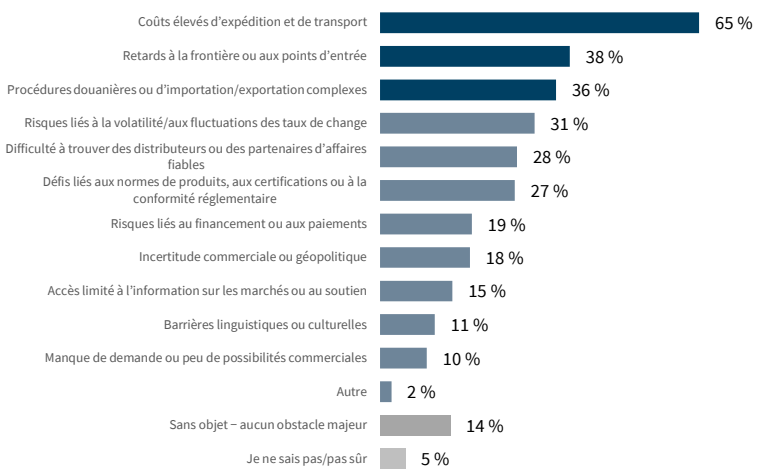
■ Nouveaux marchés, nouvelles occasions, nouveaux défis

Les données de la FCEI d’avril 2026 montrent que près de la moitié (49 %) des entreprises qui commercent avec les États-Unis se sont tournées vers des fournisseurs ou des clients non américains au cours de la dernière année.⁵ Les destinations les plus fréquentes sont le Canada (74 %), l’Asie (40 %) et l’Union européenne (39 %).

Toutefois, ces occasions s’accompagnent de défis. Pour les entreprises qui se redirigent vers d’autres marchés au Canada, les barrières interprovinciales demeurent un obstacle, même si des efforts sont en cours pour les réduire. D’ailleurs, 58 % des entreprises estiment que leur élimination créerait de nouvelles occasions d’affaires.⁶ Au-delà du Canada et des États-Unis, les principaux freins à l’expansion sont les coûts d’expédition élevés (65 %), les retards à la frontière (38 %) et la complexité des procédures douanières et commerciales (38 %) (figure 5).

À mesure que les PME se diversifient au-delà des États-Unis, réduire les barrières commerciales internes et améliorer l’accès aux marchés internationaux seront essentiels pour transformer ces efforts en occasions de croissance durable.

Figure 5 – La diversification est freinée par les coûts, les délais et les procédures⁶

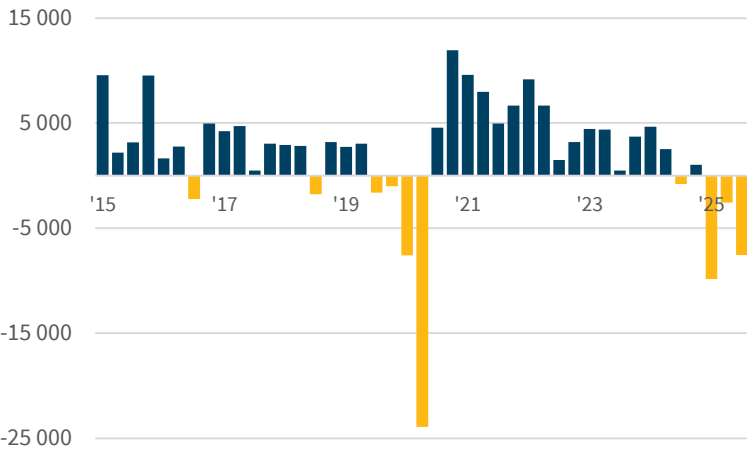


Les fermetures d'entreprises dépassent les créations au T3 2025

Les plus récentes révisions de Statistique Canada montrent que les fermetures d'entreprises ont dépassé les créations pendant trois trimestres consécutifs. Les révisions jouent un rôle important dans cette série de données, car les fermetures ne peuvent être confirmées qu'après 24 mois d'observation. Les estimations les plus récentes reposent donc en partie sur des projections et peuvent être révisées à mesure que de nouvelles données deviennent disponibles.

Au T3 2025, le solde net des entreprises (créations moins fermetures) s'est établi à -7 561, après -2 547 au T2 et -9 844 au T1. Il s'agit de la première période prolongée de pertes d'entreprises nettes depuis la pandémie. Auparavant, les gains trimestriels nets étaient généralement positifs à la suite de la forte reprise observée entre 2020 et 2022.

Figure 6 – Au T3 2025, le Canada a enregistré trois trimestres consécutifs de pertes d'entreprises nettes¹



Sources
Statistiques Canada. Données extraites le 29 juin 2026.
https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310027001&request_locale=fr
Les entreprises actives dans plusieurs industries ou provinces peuvent être comptées plus d'une fois, de sorte que les totaux détaillés peuvent dépasser le total canadien.

La situation provinciale de la création d'entreprises

- Dans le Canada atlantique :
- Terre-Neuve-et-Labrador reflète le ralentissement observé à l'échelle nationale, avec trois trimestres consécutifs de pertes nettes d'entreprises.
 - L'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont rebondi après un premier trimestre négatif et enregistré une croissance modeste avant de revenir en territoire négatif au dernier trimestre.
- Dans le Centre du Canada :
- L'Ontario a continué d'afficher une faible dynamique de création d'entreprises, enregistrant trois trimestres consécutifs de pertes d'entreprises nettes.
 - Le Québec a alterné entre des trimestres positifs et négatifs, ce qui laisse entrevoir une création d'entreprises inégale, mais faisant preuve d'une certaine résilience.

- Dans l'Ouest canadien :
- La Colombie-Britannique affiche la plus faible performance, avec cinq trimestres consécutifs de pertes d'entreprises nettes.
 - L'Alberta a également connu une faiblesse soutenue, enregistrant trois trimestres consécutifs de pertes nettes.
 - La Saskatchewan et le Manitoba ont alterné entre des trimestres positifs et négatifs, démontrant ainsi une certaine résilience, mais sans élan clair à la hausse.

Tableau 2 – Nombre d'entrées et de sorties d'entreprises, par province, T3 2025

	Entrées	Sorties	Entrées nettes (sorties nettes)	No. de trimestres négatifs au cours de la dernière année*
Canada	45 489	53 050	-7 561	3
Terre-Neuve-et-Labrador	590	782	-192	3
Île-du-Prince-Édouard	242	274	-32	2*
Nouvelle-Écosse	1 047	1 080	-33	2
Nouveau-Brunswick	828	901	-73	2*
Québec	7 642	7 645	-3	1*
Ontario	16 423	23 252	-6 829	3
Manitoba	1 399	1 492	-93	2
Saskatchewan	1 266	1 234	32	1*
Alberta	7 205	8 340	-1 135	3
Colombie-Britannique	8 118	9 422	-1 304	4

Note : * Indique une valeur négative, mais proche de zéro (p. ex. -3).

La situation sectorielle de la création d'entreprises

- Les tendances sectorielles de la création d'entreprises restent mitigées.
- Les secteurs du commerce de gros, du transport, de l'agriculture, du pétrole et du gaz, de la finance et des assurances, ainsi que des services aux entreprises continuent d'afficher une faiblesse marquée, avec de nombreux trimestres consécutifs de pertes d'entreprises nettes.
 - La construction, les services personnels et le secteur de l'information, des arts et des loisirs ont montré certains signes d'amélioration récemment, mais continuent d'afficher une dynamique négative.
 - La fabrication, le commerce de détail, et l'hébergement et la restauration ont enregistré une timide reprise, avec des gains d'entreprises nets au cours des deux derniers trimestres.
 - Les soins de santé et l'éducation demeurent les seuls véritables points forts, affichant une dynamique soutenue et robuste de création d'entreprises.

Tableau 3 – Nombre d'entrées et de sorties d'entreprises, par secteur, T3 2025

	Entrées	Sorties	Entrées nettes (sorties nettes)	No. de trimestres négatifs au cours de la dernière année
Canada	45 489	53 050	-7 561	3
Services professionnels	7 692	10 035	-2 343	4
Transports et services publics	2 723	4 711	-1 988	4
Assurances, immobilier et finance	3 250	4 065	-815	4
Arts, loisirs et information	1 061	1 370	-309	3
Commerce de gros	732	990	-258	4
Autres services	2 397	2 591	-194	4
Construction	5 034	5 210	-176	2
Extraction minière, exploitation en carrière, pétrole et gaz	167	220	-53	4
Agriculture	160	196	-36	4
Fabrication	1 361	1 330	31	2
Commerce de détail	3 033	2 953	80	2
Hébergement et restauration	7 192	6 812	380	1
Santé et éducation	4 714	3 583	1 131	0

Le taux de postes vacants se stabilisent à 2,8 %

Le taux de postes vacants dans le secteur privé au Canada est demeuré pratiquement inchangé à 2,8 % au T2 2026 (figure 7). Les taux de postes vacants ont peu ou pas varié d'un trimestre à l'autre dans la plupart des provinces et des secteurs. D'une année à l'autre, les variations ont été limitées à moins de 0,8 point de pourcentage dans l'ensemble des provinces, des secteurs et des catégories de taille d'entreprise.

Faibles variations dans les provinces

L'Île-du-Prince-Édouard (-0,7) et la Nouvelle-Écosse (-0,2) ont enregistré les plus fortes diminutions annuelles du taux de postes vacants. La Saskatchewan (+0,2) et le Nouveau-Brunswick (+0,2) ont été les seules provinces à afficher une hausse annuelle (figure 7 et tableau 4).

Taux plus élevés dans les autres services et la construction

Sur une base annuelle, les secteurs de la santé et de l'éducation (-0,5) ainsi que du commerce de gros (-0,4) ont connu les plus fortes baisses de taux de postes vacants. Les secteurs de l'information, des arts et des loisirs (+0,8), des services professionnels (+0,2) et du commerce de détail (+0,2) ont été les seuls à afficher une hausse annuelle (figure 8 et tableau 4).

Les plus petites entreprises enregistrent les plus fortes baisses annuelles

Sur une base annuelle, les entreprises comptant moins de 20 employés ont affiché les plus importantes baisses des taux de postes vacants, tandis que les entreprises de taille moyenne comptant moins de 100 employés ont enregistré de légères hausses (figure 9 et tableau 4).

Sources

(1) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2004 à juin 2026. Données désaisonnalisées. Pour plus de détails, veuillez consulter notre [page web interactive](#).
(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.
(3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 7 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}

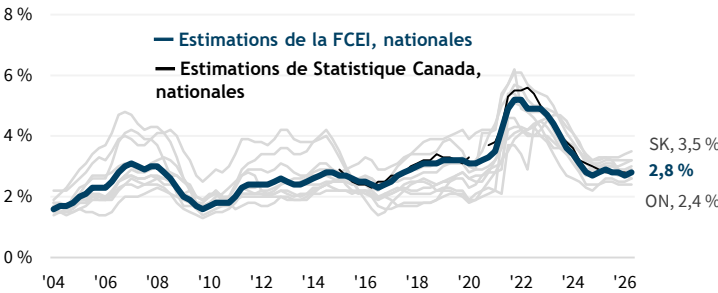


Figure 8 – Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

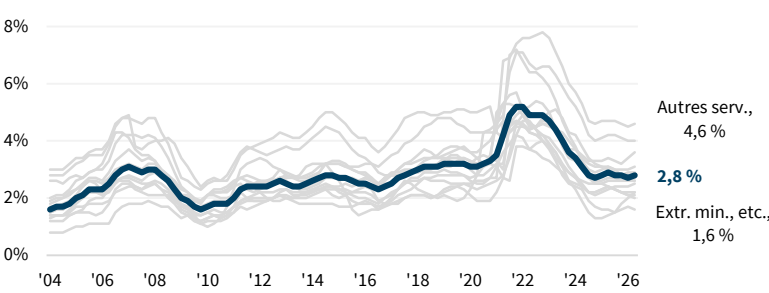


Figure 9 – Postes vacants, Canada (en milliers)¹

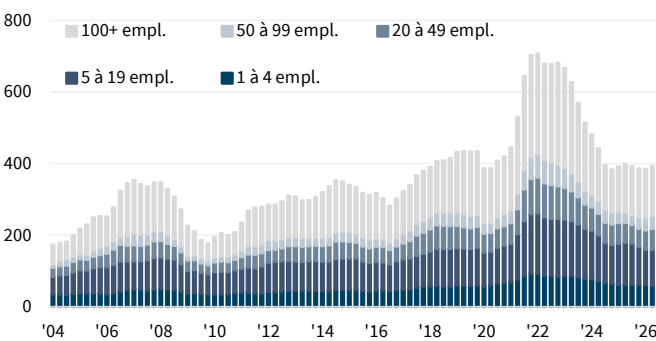


Tableau 4 – Postes vacants dans le secteur privé, T2 2026

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois ³	Variation sur 12 mois ³	Postes vacants (n)
Canada	2,8	0,1	-0,1	393 000
Saskatchewan	3,5	0,1	0,2	12 700
Nouveau-Brunswick	3,2	0,1	0,2	8 400
Québec	3,2	0,0	0,0	97 700
Manitoba	3,0	0,1	-0,1	14 000
Alberta	2,9	0,1	-0,1	50 700
Colombie-Britannique	2,9	0,1	0,0	57 400
Nouvelle-Écosse	2,8	0,1	-0,2	9 300
Terre-Neuve-et-Labrador	2,6	0,1	0,0	4 000
Île-du-Prince-Édouard	2,6	-0,1	-0,7	1 300
Ontario	2,4	0,0	-0,1	137 500
Autres services	4,6	0,1	-0,1	28 200
Construction	4,0	0,0	-0,2	49 700
Services prof.	3,6	0,2	0,2	46 500
Hébergement et rest.	3,1	0,1	0,0	40 800
Agriculture	2,9	0,0	-0,1	4 900
Transport et entreposage	2,7	0,0	0,0	20 200
Ass., immo., et fin.	2,6	0,0	0,0	29 800
Santé et éducation	2,6	-0,1	-0,5	34 500
Commerce de détail	2,5	0,1	0,2	51 300
Arts, loisirs, info.	2,2	0,2	0,8	12 400
Gestion d'entreprises	2,2	0,0	-0,2	21 000
Fabrication	2,1	0,0	-0,3	33 300
Commerce de gros	2,0	-0,1	-0,4	16 600
Extr. minière, expl. en carrière, et extr. de pétrole et de gaz	1,6	-0,1	0,0	3 800
1 à 4 employés	5,4	-0,1	-0,3	59 200
5 à 19 employés	4,4	0,1	-0,7	100 700
20 à 49 employés	3,2	0,2	0,1	58 500
50 à 99 employés	2,5	0,0	0,5	36 000
100+ employés	1,9	0,1	0,1	138 600

Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le troisième jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Votre voix est un sondage omnibus mensuel de la FCEI qui porte sur un large éventail de sujets d'actualité. Les résultats, basés chaque fois sur plusieurs milliers de réponses, sont présentés dans quelques graphiques clés mensuels à l'adresse fcei.ca/recherche.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise*. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. Les estimations font l'objet de révisions trimestrielles fondées sur les mises à jour de Statistique Canada et de la FCEI. Pour plus de détails, veuillez consulter notre [page web interactive](#).

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 103 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives.

FCEI Économie

Simon Gaudreault	Andreea Bourgeois	Laure-Anna Bomal	Alchad Alegbeh	Goli Eshtiaghi
Économiste en chef et vice-président, recherche	Directrice, économie	Économiste principale	Analyste principal de la recherche	Stagiaire en politiques publiques et défense des intérêts des PME

 fcei.ca/recherche

 recherche@fcei.ca

 [@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

À propos d'AppEco



[AppEco](#) est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/ pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis	Richard Fahey	Jean-Charles Denis
Président et économiste	Vice-président et avocat	Économiste principal

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco